

FERMETURE D'APC ET DE DAÏRAS, OBSTRUCTION DE ROUTES NATIONALES...

En Kabylie, ça gronde de partout

*En Kabylie, de Makouda à Draâ El Mizan en passant par Azazga, la fermeture des sièges de daïra, d'APC et des routes nationales obstruées se multiplient depuis plusieurs mois. Des manifestations qui viennent rappeler aux pouvoirs publics tout ce qui reste à rattraper dans le domaine du développement. Malgré les discours officiels et les statistiques, on ne compte plus les contrées de la wilaya de Tizi-Ouzou où les populations locales crient au droit d'avoir leur part de développement. C'était le cas, hier, lorsque des centaines de citoyens sont sortis un peu partout se faire entendre, qui pour une «banale» histoire de bitumage de route, qui pour réclamer le raccordement au réseau de distribution de gaz naturel ou encore pour exiger que des citoyens soient traités par la justice sur un pied d'égalité.*

M. Azedine

Ainsi, hier, Azazga a renoué avec la protestation populaire qui se manifeste de manière quasi cyclique dans cette commune. Hier, l'APC et la daïra ont été bloquées par les villageois de Cheurfa (12 000 habitants) qui ont procédé tôt le matin à la fermeture momentanée de la RN71 et battu le pavé en criant des slogans et en arborant des banderoles revendiquant leurs droits civiques en signant «on n'est pas des hors la loi». Leurs revendications concernent deux volets : l'attribution jugée discriminatoire des logements sociaux dont seraient victimes les nécessiteux de leur village et le déni de développement qu'ils disent s'abattre sur leur village. Plus explicites, ils affirment, dans une déclaration adressée au chef de daïra avec ampliation au wali et dont une copie a été remise à notre rédaction, que la liste des bénéficiaires des logements sociaux de Tizi N'flikki, outre le fait qu'elle renfermerait des indus bénéficiaires, n'a pas été affichée officiellement et que le comité de leur village n'a pas été associé aux différentes délibérations.

Leur colère est d'autant plus grande que certains nécessiteux auraient été retirés de la liste des bénéficiaires «révisité par la commission de recours», selon la déclaration qui dénonce son «opacité». En aparté, ils s'interrogent où

sont passés les 55 logements sur les 130 en compétition puisque, selon eux, seuls 75 ont été distribués.

Pour du goudron à Azazga, la justice à Makouda

Le second point à l'origine de l'ire des citoyens, qui menacent de radicaliser leur mouvement si rien de nouveau ne profile à l'horizon, concerne la non-satisfaction des doléances des villageois portant sur le bitumage et l'équipement des pistes «alors que les villages environnants ont bénéficié de ces opérations», l'adduction au réseau d'AEP et l'électrification du secteur de Dherika, l'étude du schéma d'assainissement entamée en 2010, le revêtement d'un tronçon de la RN71, la non-mise en service du réservoir d'eau de Thamadhaght Ouzemmour, les omissions de raccordement au gaz naturel. Le comité de village, qui nous a longuement entretenu des doléances citoyennes, s'est enfin interrogé si Cheurfa faisait ou non partie de la commune d'Azazga. Nous avons vainement tenté de nous rapprocher de l'APC et de la daïra pour avoir leur version, les préposés au portail ayant affirmé qu'«ils n'étaient pas là».

Plus au nord de la wilaya, à Makouda plus précisément, hier encore, des citoyens de Tassadart, animés d'un sentiment d'injustice

et de colère, sont sortis pour exiger la sécurité dans leur village et étaler sur la place publique le cas d'une famille qui, assurent-ils, est victime d'un conflit inextricable et dont les plaintes en justice sont restées pendantes à ce jour. Pour attirer l'attention des pouvoirs publics, ils ont procédé à la fermeture du siège de la daïra durant toute la matinée d'hier avant de remettre au chef de daïra une lettre ouverte, adressée au président de la République et aux autorités civiles et militaires.

Les RN68 et 25 encore et toujours

Au sud de la wilaya en revanche, des dizaines d'habitants du village Belouadi, dans la commune de Draâ El Mizan (wilaya de Tizi-Ouzou), ont fermé, hier dimanche, la RN68 à la circulation automobile, à hauteur de l'agglomération de Boufharma, à mi-chemin de leur chef-lieu de daïra et celui de Tizi-Gheniff.

Les manifestants sont descendus dans la rue très tôt le matin et ont barricadé cet important axe routier, reliant leur municipalité à celle des Issers (wilaya de Boumerdès), à l'aide de pneus usagés et de troncs d'arbres brûlés, a-t-on constaté sur place.

Ils réclament le revêtement du chemin reliant leur village à la RN68, sur une distance de 3 km environ, le raccordement au réseau de gaz naturel et d'assainissement ainsi que l'amélioration de l'alimentation en eau potable. «Avant de recourir à cette action radicale, nous avions épuisé toutes les voies de dialogue.

Nous avons interpellé à maintes reprises les responsables locaux et le directeur de wilaya des travaux publics, mais nos doléances sont restées lettre morte», s'indigne un membre du comité de village. Rappelons qu'une action similaire avait été organisée par ces villageois le 9 décembre der-



Photo : DR.

Des citoyens devant la daïra d'Azazga.

nier. «A l'issue de notre première action, les responsables locaux ont promis de prendre en charge nos revendications.

Dès le lendemain, on a ramené quelques buses qui devaient servir à la réalisation d'ouvrages à différents endroits le long dudit chemin, nous avait-on dit, mais tout a été abandonné depuis. Alors, nous ne croyons plus aux promesses de ces responsables et nous exigeons des engagements écrits quant à la satisfaction de nos doléances», nous a déclaré un autre membre du comité de village. Par ailleurs, des citoyens du village Azrou n'Tamart, dans la même commune, ont, pour leur part, fermé la RN25 (reliant Tizi-Ouzou à Bouira via Draâ El Mizan), au niveau de l'intersection de cette dernière et du chemin desservant leur village. Selon un membre du comité, ils réclament, eux aussi, le raccordement au réseau de gaz naturel et la réfec-

tion des chemins reliant leur village et celui de la cité dite du barrage à la RN25. «La conduite principale de gaz naturel traverse une bonne partie de nos terres, mais nos foyers n'y sont pas raccordés. C'est une injustice !», se révolte notre interlocuteur. Les manifestants dénoncent également les conditions de vie lamentables au niveau de la cité susnommée. Ils exigent «la venue des responsables de wilaya concernés pour mettre fin à leur action». A souligner que jusqu'en milieu de journée d'hier, les RN25 et 68 étaient toujours fermées. Les usagers de ces deux routes à grande circulation ont été durement pénalisés. Ils ont dû faire des détours, en empruntant de petits chemins souvent dégradés, pour gagner leurs destinations.

Nos tentatives de joindre le maire de Draâ El Mizan sont restées vaines.

K. M./K. B. et S. H.

DÉRAPAGE D'UN BUS PRÈS

D'EL-ADJIBA

14 blessés dont deux dans un état grave

Hier, aux environs de 7 heures du matin, un bus assurant la liaison Bouira-Béjaïa a dérapé en se renversant sur le côté gauche de la chaussée, causant des blessures à 14 voyageurs. Selon des informations concordantes, le bus, qui roulait normalement sur la RN5, suivait de près un camion de gros tonnage. A la sortie ouest d'El-Adjiba, à 25 km au sud-est de Bouira, au lieudit Idehbachen, le camion, pour des raisons qu'on ignore, a dû effectuer un arrêt brutal, ce qui a poussé le chauffeur du bus à tenter une manœuvre dangereuse pour éviter le choc frontal avec l'arrière du camion. En effectuant une embardée vers la gauche pour éviter un ravin, le bus s'est renversé. Bilan de l'accident : 14 blessés dont 7 ont été évacués vers l'hôpital de M'chedallah et 7 autres vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira. Plus tard dans la journée, nous avons appris de sources hospitalières que parmi les 7 blessés évacués vers l'hôpital de Bouira, un blessé a été opéré sur place alors qu'un autre souffrant d'un traumatisme crânien a été transféré vers l'hôpital de Tizi-Ouzou. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet énième accident des transports en commun.

Mercredi dernier, un bus en provenance de Sétif a dérapé au niveau de la commune d'Aïn Turck sur l'autoroute, faisant quatre blessés dont deux dans un état grave. Quatre jours auparavant, un bus assurant la liaison Hassi-Messaoud-Oran a fait une chute dans un ravin près de Tiaret, causant 21 décès et 30 blessés.

Y. Y.

EL TARF

Les citoyens de Chaffia ferment le CW 105

*Les citoyens de la commune de Chaffia ont procédé, hier, à la fermeture du CW 105 au niveau du tronçon traversant le barrage éponyme — le choix du lieu n'est pas fortuit —, et ce, pour protester contre le manque d'eau potable depuis le mois de février dernier.*

«Nous dénonçons avec véhémence les promesses creuses et sans lendemain des autorités locales quant à l'éradication du problème récurrent du manque d'eau potable et la rénovation du réseau du périmètre irrigué sur 100 ha», ont-ils tenu à affirmer.

Et d'ajouter, avec rage et dépit, que «les autorités locales se sont engagées à plusieurs occasions de doter la commune d'une station de traitement des eaux à partir du barrage de Chaffia, situé, ironie de la situation, à quelques kilomètres

du chef-lieu de la commune et d'une capacité de 156 millions de mètres cubes. En vain. Aussi, le périmètre irrigué accuse-t-il de grandes défaillances techniques de par la corrosion des canalisations et du fait que durant 20 ans d'existence, il n'a jamais servi à l'irrigation de dizaines d'hectares auxquels il était destiné. En somme, une dilapidation pure des deniers publics».

Dans le même sillage, il faut savoir que les protestataires accusent ouvertement la Seata (Société des eaux et d'assainissement d'El Tarf et Annaba) ainsi que la Direction de l'hydraulique de n'avoir pas procédé à la rénovation des canalisations sur 40 km reliant les forages de Reghia, dans la commune de Berrihane, avec leur commune.

Une détérioration du réseau d'acheminement de l'eau potable qui perdure depuis le mois de février, date des intempéries qui ont touché la wilaya à plusieurs

reprises. Pis, les protestataires notent, cependant, le fait que la Direction de l'hydraulique leur avait interdit formellement l'utilisation des eaux du barrage pour l'irrigation des centaines d'hectares de terres agricoles.

Dans un autre registre, selon des sources crédibles, l'avis d'appel d'offres lancé pour l'étude de la réhabilitation et la rénovation du réseau du périmètre irrigué de Chaffia a été jugé infructueux à trois reprises, et ce, durant ces deux dernières années.

Par ailleurs, nous avons appris que le directeur de l'agriculture et celui de l'hydraulique ont engagé des pourparlers avec les protestataires dans le dessein de trouver des solutions durables à la récurrence du manque d'eau potable et ouvrir la route à la circulation automobile sur cet axe important et stratégique reliant la daïra de Bouhadjar avec la ville d'Annaba.

Daoud Allam